

Demandez Tous  
LE  
**BOCK**  
MEYERBEER  
35, Rue Meyerbeer  
ROUBAIX  
Téléphone 421

# Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS Nord et limitrophes... 3 mois, 13.00; 6 mois, 26.00; 1 an, 50.00  
France et Belgique... 14.00; 27.00; 53.00  
Union postale... 22.00; 43.00; 82.00

REDACTION-ANNONCES ROUBAIX: 71, Grande-Rue, Tél. 34 et 1906. Inter. 1194  
ABONNEMENTS TOURCOING: 33, rue Carot. Tél. 37.  
Chèques postaux 87 Lille.

FABRIQUE  
**MAMMAN LOUVE**  
179-179<sup>b</sup>, Rue de Lannoy  
ROUBAIX  
(Tram C. arrêt de Tassel)  
• Assemblages complets  
• Lave - Ordinaire - Compresseur  
• 200 Modèles  
• LITS AMATEUR  
• LITS CUIVRE  
• Sommier métallique  
• 0<sup>e</sup> Châssis Breveté  
• MAISON DE CONFORT  
• Livraison sans frais  
• COULEUR

## BILLET PARISIEN L'OPINION DES CONSEILS GÉNÉRAUX

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)  
Paris, 27 mai. (Midi.)  
Les Conseils généraux, réunis à une date un peu insolite, qui est le fait des élections, ont exprimé, comme ils le font à chacune de leurs sessions, leurs idées sur la situation politique. Ces consultations n'ont pas l'intérêt que reçoit le suffrage universel en le plaçant lui-même devant la parole. Néanmoins, elles fournissent de précieux indications.  
L'électeur lui, ne peut se faire entendre qu'à travers un bulletin de vote. Il choisit un représentant, mais il ne dit pas explicitement quels sont ses désirs. Les Conseils généraux, au contraire, tout en gardant, avec les masses électorales, un étroit contact, définissent librement leur pensée. Leurs sessions peuvent donc être considérées comme un sondage approximatif des dispositions du pays. Or, si les Conseils généraux, qui se sont réunis hier, n'apportent, dans leur ensemble, aucune nouveauté en face de l'expérience politique qui en a été faite, il est un point sur lequel ils insistent unanimement: le droit de la France aux réparations de l'Allemagne.  
De Nord au Sud, et de l'Est à l'Ouest, on a vu s'élever la même voix: il faut que l'Allemagne paie!  
M. Poincaré avait bien raison lorsqu'il déclarait que le peuple français n'a pas désigné une politique, et nous sommes persuadés que M. Herriot et que M. Renaudel lui-même, en sont convaincus comme nous. Les deux hommes politiques n'ont-ils pas clairement exprimé leur pensée lorsqu'ils ont déclaré que la France ne renoncera pas au droit des réparations.  
Il est vrai que les chefs du Bloc des Gauches, s'ils ont d'abord voulu faire passer l'Allemagne, se sont séparés de lui sur les moyens. Nous serons bien, à l'épreuve des faits, si leurs méthodes ne recitent plus efficaces que celles de leurs prédécesseurs.  
Les Conseils généraux ont dégagé une autre indication intéressante. Dans tous les départements, on a réclamé l'équilibre du budget, on s'est prononcé contre toutes les innovations fiscales qui, en détruisant cet équilibre, porteraient le franc au niveau du mark. Au fond, personne, en France, en dehors des professionnels du désordre (communistes par exemple), ne voit sérieusement l'inflation et la banqueroute.  
Voilà donc l'opinion française: les latitudes de la pensée y sont toujours tempérées par le bon sens. Pendant la campagne électorale, ce sont les hardiesses, pour ne pas dire les illusions, qui semblent avoir souvent dominé, mais le bon sens reprend ses droits. Souhaitons que les élus, à l'appel du pays lui-même, soient toujours dociles à ses enseignements.

## Les pourparlers interalliés MM. MAC DONALD ET HERRIOT se rencontreraient en septembre prochain, à Genève

Londres, 27 mai. — Le « Morning Post » dit avoir de bonnes raisons de croire que M. Macdonald et l'infatigable M. Herriot se rencontreraient en septembre prochain à la session de l'Assemblée de la Société des Nations et d'y faire un exposé de la politique internationale de la Grande-Bretagne.  
Dans cette éventualité, il est probable que M. Herriot, au cas où il serait président du conseil, se trouverait aussi à Genève et que les chefs de gouvernement d'autres États pourraient y aller également.  
Il est donc possible que se tienne à Genève une conférence d'hommes d'Etat et que l'on y élabore un programme constructif basé sur le rapport des experts.  
Dans quelques mois, on pense que le chancelier allemand pourra être invité à cette conférence.  
LE COMTE DE SAINT-AULAIRE  
AU FOREIGN OFFICE  
Les journaux apprennent de Londres que le comte de Saint-Aulaire s'est rendu après-midi, au Foreign Office où, en l'absence de M. Macdonald, il s'est entretenu avec Sir Eric Crowe, sous-secrétaire aux affaires étrangères. La conversation a porté sur la Ruhr et sur les réparations en général.

## SAINTE MARIES DE LA MER



LES EVÊQUES EN BARQUE. BÉNISSENT LES CHASSES DES SAINTES (On sait que le fameux pélagage des Saintes Maries de la Mer attire, chaque année, en Camargue, les romanichets du monde entier.)

## La Situation parlementaire en Allemagne

L'attitude des nationalistes  
et des socialistes  
Un nouveau ministère Marx  
Berlin, 27 mai. — Le président Ebert, après s'être entretenu ce matin de bonne heure avec le président du Reichstag, M. Loeb, a reçu vers 10 h. le chef des nationalistes, M. Herig, et lui a posé des questions très précises sur l'attitude du parti nationaliste à l'égard du rapport des experts et au programme de politique extérieure élaboré par les partis de l'ancienne coalition. Il lui a en outre demandé si son parti consentait à défaire la constitution actuelle du Reichstag.  
Le réponse de M. Herig à cette question aurait été tout à fait négative.  
L'attitude du parti socialiste est caractérisée par une résolution qui a été adoptée par le comité-directeur et approuvée ensuite par le groupe du Reichstag. Ce groupe se propose de venir à la continuation d'une politique extérieure basée sur la mise à exécution du rapport des experts avec une répartition équitable des charges.  
L'opinion prévaut que le président du Reich va charger M. Marx de constituer le nouveau ministère. M. Marx se mettrait dès ce soir à l'œuvre.  
M. Matthews rapporte en France son « rayon ardent »  
Londres, 27 mai. — Le « Daily Graphic » publie le texte de la lettre que l'ingénieur anglais Matthews, inventeur du « rayon diabolique », a adressé aux autorités anglaises de l'aéronautique.  
M. Matthews fait observer qu'il avait clairement laissé entendre que la démonstration officielle à laquelle il a procédé hier devait être la même que celle faite devant le représentant d'une maison française et que la décision des autorités britanniques devait dépendre de cette démonstration.  
L'inventeur ajoute que les arrangements qu'il a faits en France ne lui permettent pas d'accepter l'offre du gouvernement, parce que cela nécessiterait un nouveau délai de quatorze jours et que les négociations financières qui auraient lieu pendant cette période pourraient après tout ne pas être satisfaisantes.

## L'ECRIVAIN SOCIALISTE MAXIMILIEN HARDEN préconise un rapprochement franco-allemand

Sous ce titre: « France, Allemagne, Angleterre », l'écrivain socialiste Maximilien Harden publie un livre appelé à un certain retentissement. Nous en extrayons ce passage significatif:  
La seule chose nécessaire, c'est la collaboration économique avec la France, parce que sans cette collaboration, ni l'Allemagne, ni la France ne peuvent tirer tout le parti possible de leurs ressources économiques; parce que sans l'une ni l'autre des deux se peut, seule, assurer en conséquence avec les grands empires industriels présents ou à venir; enfin, parce que seule, cette collaboration peut former la cellule autour de laquelle pourront se constituer sur une base économique (notamment) les Etats-Unis d'Europe.  
Ce ne sont pas les réparations qui n'ont pas encore été payées, ce n'est pas un traité qui, jusqu'ici, n'a été ou n'a pu être que partiellement exécuté, qui auraient pu enlever à l'Allemagne toute force et tout santé, qui auraient pu en faire un être pauvre, infirme et incurable.  
La France peut presque vivre sur elle-même. De quoi a-t-elle besoin? D'un quadruple garantie, savoir:  
1<sup>o</sup> Que l'Allemagne restaure l'industrie et l'agriculture des départements du Nord-Est, dévastés par l'ordre de son haut commandement;  
2<sup>o</sup> Qu'elle ne ramène pas des projets de revanches;  
3<sup>o</sup> Qu'elle ne cherche pas à revenir non plus à la politique des Hohenzollern, ni à rétablir la fraternité d'armes de Waterloo-Belle-Alliance, ce qui obligerait la France, qui ne veut ni dépendre de l'honneur de Berlin, ni devenir une annexe de l'Angleterre, à rester armée sur terre, sur mer, dans l'air et sous mer;  
4<sup>o</sup> Enfin, que l'Allemagne collabore loyalement sans réserve mentale à la pleine utilisation de l'outillage renouvelé de l'industrie métallurgique française et à la mise en œuvre des ressources coloniales d'Afrique et d'Asie.  
La France pourrait alors réduire son armée de terre, de mer et des airs, ce qui vaudrait mieux pour son budget, pauvre enfant souffreteux de la III<sup>e</sup> République.  
Aucune de ces quatre sécurités ne peut être fournie à la France par n'importe quel autre pays que l'Allemagne. Car toute coalition de garants est extrêmement dangereuse pour la garantie; elle est toujours avouée par le dent du temps, et la plus puissante, c'est-à-dire la seule efficace, met en tutelle à certain moment, son protégé.  
Tout ce qui précède résulte de ce fait (contre lequel se cabrent de nos jours les aveugles et les abusés) que la France est la seule grande puissance dont les intérêts vitaux soient indissolublement liés au relèvement de l'Allemagne.  
Il faut ajouter que Maximilien Harden s'est toujours signalé en Allemagne par sa haute autorité morale et son pangermanisme. Il ne représente donc pas du tout la mentalité prussienne.

## LES CHANGES

	Lundi	Mardi
Livre...	79.99	80.98
Dollar...	18.41	18.60
Belgique...	85.40	85.80

## Un pont s'écroule à Nantes privant la ville de communications directes avec le sud du département

Nantes, 27 mai. — Les deux arches centrales du pont de Mirail se sont écroulées ce soir, à 20 heures, sans que rien ait pu faire prévoir cette catastrophe. Ce pont, jeté sur le plus important des quatre bras de la Loire qui traversent Nantes, celui du Sud, était le seul qui reliait la ville à tout le Sud du département. Désormais, les relations entre le Sud et le Nord ne sont plus possibles que par le pont de Thouairé, situé à 12 kilomètres en amont.  
Il n'y a eu aucun accident de personne.

## En cas d'orage, Sans-Filistes méfiez-vous de vos antennes

A Duntford, en Angleterre, M. Robert Walsingham vient d'être foudroyé en écoutant, par temps d'orage, un concert par T. S. F. Répétés, à cette occasion, que les amateurs ayant une installation avec cadre, n'ont pas à redouter un tel accident. Par contre, ceux qui prennent les émissions par antennes doivent se méfier lorsque le temps est orageux: ils doivent mettre leur antenne « à la terre » et l'isoler de tout ce qui peut être inflammable.

## LE MYSTÈRE DE L'« ANCRE BLEUE »

Le poëme, dit-il dans une déclaration faite à la police, a été versé avec la complicité d'un domestique.  
Londres, 27 mai. — L'audience, occupée ce grand matin par les dépositions du personnel de l'« Ancre Bleue », n'est devenue intéressante et mouvementée que vers la fin, l'accusateur public étant intervenu pour verser aux débats une déclaration, qui est supposée avoir été faite par Vaquier au moment de son arrestation.  
Les Français auraient alors protégé avec la dernière énergie contre l'accusation dont il est l'objet. Il aurait réaffirmé son amitié pour la victime et ajouté que, en dehors de ses propres sentiments, son intérêt de créancier de M. Jones lui interdisait toute pensée de meurtre. Enfin, il aurait déclaré de la façon la plus formelle que le criminel — qu'il faut rechercher parmi les intimes de Mrs Jones — est encore à Byfleet, et que le poison a été administré avec la complicité d'un domestique.  
Après la lecture de cette déclaration, qui n'a pas été sans produire une certaine émotion parmi le public, l'audience a été ajournée à mercredi 8 nuit.

## M. Politis devient ministre de Grèce à Paris

Le gouvernement hellénique avait demandé au gouvernement français d'agréer M. Nicolas Politis comme ministre de Grèce à Paris, en remplacement de M. Athos Romanos, qui avait demandé à prendre sa retraite. Le gouvernement français vient de donner son agrément à cette nomination.

## MAIS L'ANGLÈTERRE LUI ADRESSE UN MESSAGE IMPORTANT

Londres, 27 mai. — Trois semaines après le départ en avion pour Paris, de M. Grindell Matthews, le directeur des Recherches scientifiques du ministère de l'Aéronautique, s'est rendu à son laboratoire où il a eu un entretien avec son aide, le capitaine Edward. Ce dernier est aussitôt parti pour Paris, pour porter un message important à M. Grindell Matthews.

## Deux missionnaires anglais assassinés en Chine

Le « Times » reçoit la dépêche suivante de Hong-Kong: « On a massacré deux missionnaires anglais ont été tués. On tente de porter secours à plusieurs autres missionnaires qui se trouvent en danger, en raison des opérations militaires auxquelles se livrent deux généraux autour de Koeilin. »

## UN MATELOT ALLEMAND REÇOIT LA MÉDAILLE FRANÇAISE DE SAUVETAGE

Mայence, 27 mai. — M. Pinaux, consul général de France, a remis la médaille de sauvetage au matelot allemand Fritz Kerber, qui a sauvé un tirailleur algérien tombé dans le Rhin.

## M. Coolidge a signé le bill de l'immigration

Washington, 27 mai. — M. Coolidge a signé le bill de l'immigration, aux termes duquel l'entrée et le séjour des Japonais aux Etats-Unis deviennent désormais pratiquement impossibles.

## LES GRÈVES

Fin de la grève des teinturiers, à Amiens  
La grève des teinturiers, qui durait à Amiens depuis deux mois, a pris fin aujourd'hui.  
Les ouvriers teinturiers sont rentrés dans les usines ce matin, aux conditions antérieures.

## LE IV<sup>e</sup> CONGRÈS des Allocations familiales à Mulhouse

### Les séances de travail Le banquet

Le Congrès s'est tenu dans l'Hôtel de la « Société Industrielle de Mulhouse », sous la présidence d'honneur du ministre du Travail, M. Daniel Voinot, assisté de plusieurs membres du personnel à la manifestation d'aujourd'hui et de la présider effectivement; mais, considérant que le Cabinet était virtuellement démissionnaire, il a décidé finalement de se faire représenter et il a délégué à cet effet M. Hudele, directeur de l'Hygiène au ministère du Travail.  
On sait que l'initiative du Congrès est due au Comité des Allocations Familiales, que préside M. Eugène Mathon, de Roubaix.  
Le nombre des congressistes est grand et les groupements qu'ils représentent sont considérables: groupements industriels et sociaux, fédérations patronales, Chambres de Commerce et environ 75 caisses de compensation.  
LES SÉANCES  
Le Congrès a tenu deux séances; celle du matin s'est ouverte sous la présidence de M. Mathon, entouré de MM. Mig, Dolfus, Schromberg, Scheurer, sénateur. La séance de l'après-midi a été présidée par M. Alapetite, haut-commissaire, assisté de M. Hudele.  
M. Dolfus a pris le premier la parole, pour souhaiter la bienvenue aux congressistes. Après M. Rey, directeur de l'Association Familiale de l'Industrie du Haut-Rhin, et M. Brauer, président de la Caisse de Compensation du Bas-Rhin, ont retracé l'œuvre accomplie par les patrons d'Alsace en faveur de la famille ouvrière qui allouait uniformément 25 francs par mois et par tête d'enfant, appliqué antérieurement un système de la gratiation rapide du taux par enfant. C'est ainsi que la caisse de Mulhouse, qui allouait uniformément 25 francs par mois et par tête d'enfant, a reçu au bout de l'an, en sus de tout salaire, un appoint de 4.375 francs.  
M. Dupont, directeur de la Caisse Familiale du textile de Lille, a exposé ensuite les résultats de l'enquête sur la charge que représente la venue successive des enfants.  
Certes, on ne concevrait pas que l'Etat demandât à ce problème d'intérêt national, mais devant les lourdes charges du budget et la lenteur des méthodes administratives, il appartient à l'initiative privée de donner là encore toute sa mesure.  
Il en est de même pour les œuvres d'hygiène, une collaboration est nécessaire entre les pouvoirs publics et l'initiative privée. De ces œuvres d'hygiène annexées par les caisses de compensation à leurs services d'allocations, M. Abel Durand, conseiller juridique de la Caisse des institutions familiales ouvrières de Nantes, a parlé avec éloquence et précision.  
Dans le même ordre d'idées, une enquête a été entreprise sur l'application des mesures légales ou réglementaires intéressant la maternité et l'enfance. Le docteur Perret, directeur du Service d'hygiène de l'enfance des caisses de la région lyonnaise, a exposé les résultats de cette enquête, dans un rapport qui a conclu encore à la collaboration nécessaire de l'Etat et de l'initiative privée.  
Citons parmi les autres communications les plus intéressantes, celle de M. le docteur Arnould, conseiller technique de l'Association Familiale et ministre contre la tuberculose, sur le rôle des caisses de compensation en présence de la tuberculose; celle de M. Guillemin, sur l'importance des allocations familiales sur le développement du foyer; celle de Mlle Harouin, sur l'action des « visites » dans les familles ouvrières.

## UN RESUME DES TRAVAUX DU CONGRÈS

Enfin, M. Bonvoisin, directeur du Comité des Allocations familiales, a résumé les travaux du Congrès et tiré les conclusions de son rapport.  
LES PROGRES ACCOMPLIS  
Il a traité notamment des progrès accomplis par l'institution des caisses de compensation. L'an dernier, à pareille époque, on comptait au total 210 caisses de compensation, groupant 7.000 entreprises et répartissant 92 millions d'allocations par an au bénéfice d'environ 800.000 salariés.  
Aujourd'hui on relève l'existence de 151 caisses, auxquelles adhèrent 9.500 établissements représentant plus d'un million de salariés, et allouant annuellement des sommes dont le total dépasse 128 millions.  
Soit, à l'actif des deux derniers mois, un appoint de 31 caisses nouvelles, 1.700 entreprises, 200.000 salariés et 36 millions d'allocations.  
Une autre remarque s'impose: entre les deux précédents congrès on avait enregistré à peu près le même nombre de fondations nouvelles; 28, mais le total des allocations n'avait été que de 13 millions.  
La progression plus rapide enregistrée cette année est due aux majorations qu'ont subies les barèmes d'allocations.  
Il est donc permis de dire que le régime des allocations familiales est en voie de généralisation dans l'industrie française; presque unanimement appliqué par les grandes entreprises, il pénètre peu à peu le moyen et le petit patronat.

## LA QUESTION DE L'HYGIÈNE

Il est à noter que la question de l'hygiène a plus particulièrement retenu l'attention du Congrès de cette année. Presque tous les grands centres, en effet, sont actuellement dotés de services d'hygiène annexés aux caisses de compensation et l'on s'efforce de réaliser des organisations semblables auprès des caisses qui ne les ont pas encore instituées.  
Des résultats remarquables ont déjà été obtenus, notamment dans la région lyonnaise.  
D'autres succès encore sont poursuivis par les services d'hygiène, cependant que les risques inhérents à la condition humaine sont progressivement couverts par des mécanismes appropriés.  
Dès l'une des plus hardies parmi les caisses de compensation vient d'instituer un régime d'allocations-maladie, dont l'inauguration trop récente n'a pas permis d'exposer aujourd'hui les résultats.

## LE BANQUET

Le soir, les congressistes se sont retrouvés avec les représentants du gouvernement et les autorités locales autour d'une table servie comme on sait le faire en Alsace.  
Des toasts ont été portés successivement par M. Dolfus, président de l'Association Familiale de Haut-Rhin; par M. Mig, président de la Société Industrielle de Mulhouse; par le sous-préfet de Mulhouse; par M. E. Mathon qui a résumé dans son discours, l'œuvre accomplie par les caisses d'allocations familiales sous l'impulsion de leur Comité central. Il a exprimé le souhait qu'une collaboration de plus en plus étroite se réalise entre l'Etat et celle de l'initiative privée.

## M. Félix Chatteley chevalier de la Légion d'honneur

Nous apprenons avec une vive joie l'hommage que le Gouvernement vient de rendre à l'une des plus éminentes personnalités roubaixiennes, M. Félix Chatteley, avocat, ancien sénateur, en le nommant chevalier de la Légion d'honneur.  
Fait au titre du ministère de la Justice, cette promotion honore l'avocat au talent brillant et solide; le magistrat qui a rempli une longue et digne carrière, le grand citoyen.



M. FÉLIX CHATTELEY

au sens antique et si noble du mot, dont le zèle pour la chose publique illustre le nom, qui laisse une trace ineffaçable dans les annales de notre ville.  
Pendant trente-cinq ans, M. Félix Chatteley a exercé la profession d'agréé près le Tribunal de commerce de Roubaix, où il était très écouté et pendant vingt-neuf ans, il occupa les fonctions de suppléant du juge de paix des cantons Est et Ouest. Il manifesta, dans cette tâche délicate la plus haute conscience, les qualités d'impartialité et de bon sens qui font l'excellent magistrat.  
Par la vaste culture de son esprit, par l'étendue de son caractère, M. Chatteley était désigné pour tenir, dans la lutte entreprise il y a un quart de siècle à Roubaix et dans la région entre les éléments universels de la société, de la Patrie, de la Cité, un rôle de chef. Ce rôle comporta le maximum de dévouement, de sacrifices et de talent. M. Chatteley possédait ces qualités et ces vertus à un degré éminent. Dans les magnifiques succès remportés par le groupement de toutes les forces d'ordre et de progrès qui s'appelaient l'Union sociale et patriotique, chacun eut sa part. Celle de M. Chatteley est capitale. Cet esprit réaliste fut un organisateur incomparable, l'organisateur même de la victoire antioctobriste. A ce titre, Roubaix lui doit beaucoup. Adjoint au maire pendant la durée de l'administration républicaine, M. Chatteley fut le meilleur collaborateur de M. Eugène Morin dans la grande œuvre de concordie civique, de restauration matérielle et morale de Roubaix, réalisée au cours de cette période. Conseiller général et sénateur du Nord pendant quelques années, M. Chatteley eut pu jouer un rôle de premier plan dans la politique française si les circonstances s'y étaient prêtées.

Son brillant talent d'orateur, éloquent, précis, nerveux, mordant l'adversaire au point vulnérable, est de ceux qui subjuguèrent une assemblée, l'entraînaient et, parfois la retenaient.  
Pendant la guerre, M. Chatteley fut deux fois otage en Allemagne, de juillet à août 1915 et de janvier à juillet 1918.  
M. Chatteley est des meilleurs amis du peuple, c'est-à-dire de ceux qui se servent sans se servir de lui, qui l'aident sans le flatter et qui, se sentant obligés par leur rang et leurs qualités, montrent l'exemple du civisme parfait, bravant tous les obstacles, tous les ennuis et même toutes les menaces pour accomplir leur devoir de citoyens. Souhaitons que, pour se défendre contre les utopies dangereuses, Roubaix retrouve, dans les générations qui montent, de tels chefs, de tels talents et de tels chefs.  
C'est le plus bel et le plus sincère hommage que nous puissions faire au nouveau chevalier de la Légion d'honneur, dont la haute distinction sera accueillie avec une grande satisfaction à Roubaix, où tous s'inclinent devant ses brillantes qualités.

## Le général Weygand à Marseille

Marseille, 27 mai. — Le général Weygand, haut-commissaire de la République française en Syrie, est arrivé, ce matin, à Marseille, en train de Lyon.  
L'embarquement, sur le « Sphynx », courrier du Levant, pour rejoindre son poste, a eu lieu à midi.  
Le général Weygand a été reçu par le préfet de Marseille, M. Hudele, et par le préfet de la région, M. Mathon, qui ont exprimé leur satisfaction de le voir à Marseille et leur confiance en son succès.

## Le général Weygand à Marseille

M. Hudele a répondu au nom du gouvernement en félicitant les amateurs du mouvement sportif dans l'industrie, notamment ceux qui ont eu l'idée et poursuivi la réalisation de ce service d'allocations familiales qui n'est une initiative française, fait si grand honneur au patronat de ce pays.  
Renouard, M. Mathon de ses vœux et assuré de la bienveillance toute gouvernementale que le ministre du Travail et le général Weygand ont entendus, ont remercié les patrons et les patrons patrons de leur accueil et de leur confiance en son succès.

## Le général Weygand à Marseille

M. Hudele a répondu au nom du gouvernement en félicitant les amateurs du mouvement sportif dans l'industrie, notamment ceux qui ont eu l'idée et poursuivi la réalisation de ce service d'allocations familiales qui n'est une initiative française, fait si grand honneur au patronat de ce pays.  
Renouard, M. Mathon de ses vœux et assuré de la bienveillance toute gouvernementale que le ministre du Travail et le général Weygand ont entendus, ont remercié les patrons et les patrons patrons de leur accueil et de leur confiance en son succès.